



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATRIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 65

Loi modifiant la Loi sur l'aide sociale

Première lecture



Présenté par
Mme Pauline Marois
Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu

Éditeur officiel du Québec
1984

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de permettre au ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu d'établir à l'intention des bénéficiaires de l'aide sociale des programmes d'activités de travail ou de formation en vue de développer leur aptitude à occuper un emploi.

Il autorise le versement d'un montant supplémentaire d'aide sociale aux bénéficiaires qui participeront aux programmes désignés par le gouvernement.

Il prévoit enfin que, dans l'exécution de leur travail, ces bénéficiaires jouiront de la protection de la Loi sur les accidents du travail tout en étant exemptés de l'application de certaines lois de relations de travail.

Projet de loi 65

Loi modifiant la Loi sur l'aide sociale

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16) est modifiée par l'addition, après le premier alinéa de l'article 11, de ce qui suit:

« Ce plan de relèvement peut notamment comprendre la participation d'une personne seule ou d'un membre d'une famille à un programme d'activités de travail ou de formation établi par le ministre en vue de développer l'aptitude des bénéficiaires à occuper un emploi.

Les critères d'admissibilité à un tel programme peuvent tenir compte de l'âge du bénéficiaire. ».

2. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 11, des articles suivants:

« **11.1** Le gouvernement désigne par règlement les programmes d'activités de travail ou de formation auxquels s'appliquent les articles 11.2 à 11.4.

« **11.2** Dans le cas d'une personne seule ou d'une famille sans enfant à charge, les besoins relatifs à la participation d'un bénéficiaire à un programme désigné constituent des besoins spéciaux dans la mesure déterminée par règlement pour chaque programme.

Dans les autres cas, ils constituent des besoins spéciaux dans la mesure déterminée par le ministre pour chaque bénéficiaire, sans toutefois excéder le montant déterminé par règlement.

« **11.3** Le Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27), la Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., chapitre D-2), la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1) et la Loi sur la fonction

publique (1983, chapitre 55) ne s'appliquent pas au bénéficiaire qui exécute un travail dans le cadre d'un programme désigné.

« **11.4** La Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3) s'applique au bénéficiaire qui exécute un travail dans le cadre d'un programme désigné.

Pour l'application de cette loi:

1° le bénéficiaire est réputé être un travailleur rémunéré;

2° les indemnités dues à ce travailleur sont calculées sur la base de son revenu hebdomadaire moyen estimé en tenant compte des revenus qu'il aurait gagnés au moment de l'accident si, à ce moment, il avait exercé l'emploi qu'il occupait avant de devenir bénéficiaire de l'aide sociale; toutefois, si le revenu hebdomadaire moyen ne peut être ainsi établi, la Commission de la santé et de la sécurité du travail le détermine selon la méthode qu'elle croit la mieux appropriée dans les circonstances;

3° le gouvernement est réputé être l'employeur de ce travailleur aux fins du paiement des cotisations. ».

3. L'article 12 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Le premier alinéa ne s'applique pas au bénéficiaire qui refuse ou cesse de participer à un programme désigné en vertu de l'article 11.1. ».

4. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.